

PSA Peugeot-Citroën, entreprise riche à milliards, veut fermer l'usine d'Aulnay en 2014. Il y a 3300 embauchés et intérimaires à vivre ce que vivent des centaines de milliers de travailleurs dans tout le pays : suppressions d'emplois, licenciements, fermetures d'usines. Cela ne peut plus durer !

Pour faire plus de profit, PSA veut transférer toute la production, faire tourner la production 24H/24, 7jours /7, et fermer Aulnay.

Le gouvernement a déversé des milliards d'aides publiques (prêts de 3 milliards à taux réduit, crédit impôt recherche, dégrèvement fiscaux, allègements de cotisations sociales, prime à la casse,...).

Avec la fermeture de PSA Aulnay, toute la population du 93 est attaquée

La fermeture de l'usine aurait des conséquences sociales dramatiques sur toute la vie de la population, de ses commerçants, des services publics,... Aux 3 300 emplois de PSA Aulnay, il faut ajouter les emplois des sous-traitants et des fournisseurs. Ce sont plus de 10 000 emplois qui seraient supprimés. Comment faire pour retrouver du travail dans un département déjà ravagé par le chômage et la misère.

## **DECLARATION COMMUNE, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA mercredi 29 février un rendez-vous de mobilisation place de la Bastille**

En Europe, le chômage frappe un grand nombre de salariés, particulièrement les jeunes et les femmes. De très nombreux salariés voient leur pouvoir d'achat fortement amputé. Les inégalités se creusent.

En France, la situation de l'emploi continue de se dégrader, l'augmentation de la TVA ne fera qu'aggraver les inégalités.

Face à ces situations économiques et sociales qui se dégradent et avec le durcissement de l'austérité comme seule réponse de la part des dirigeants européens, la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une journée d'action européenne le 29 février, à la veille du Conseil européen. Dans ce cadre, les organisations syndicales, CGT, FSU, Solidaires, UNSA se mobiliseront partout en France pour que le travail et la justice sociale soient au centre des priorités politiques.

Les mesures d'austérité ne sont pas la réponse à la crise, au contraire, elles produisent d'énormes dégâts sociaux. On ne peut pas continuer à imposer des mesures qui ne marchent pas, qui enfoncent les pays dans la crise et appauvrissent de plus en plus de salariés, chômeurs et retraités.

Le projet de traité, élaboré sans véritable débat démocratique, qui sera à l'ordre du jour du Sommet européen de

mars 2012 renforcerait l'austérité. Son principal objectif est de réduire au maximum les déficits publics quels qu'en soient les impacts sociaux. Il ne relancerait pas la croissance et ne résoudrait pas la crise de la dette souveraine.

Le besoin de gouvernance économique est utilisé dans beaucoup de pays pour justifier la mise en cause des systèmes de relations sociales et de négociations collectives, pour imposer une pression à la baisse sur les salaires, pour affaiblir la protection sociale, le droit de grève et privatiser les services publics.

Parce qu'il est contraire à l'Europe sociale que nous voulons, avec la CES, nous nous opposons à ce projet de traité. Nous avons besoin d'une nouvelle politique monétaire économique et sociale dans le cadre d'une gouvernance économique forte de la zone euro qui donne priorité aux politiques en faveur de la création d'emplois de qualité.

Pour une Europe sociale fondée sur la solidarité, la justice et la cohésion sociale, les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, UNSA s'engagent dans cette mobilisation en y impliquant largement tous les salariés, partout dans les entreprises et les administrations. Elles appellent à faire du 29 février une puissante journée d'actions passant notamment par des rassemblements et des manifestations interprofessionnelles.

**En Ile de France, les organisations syndicales régionales organisent  
le mercredi 29 février un rendez-vous de mobilisation place de la Bastille :**

**12h30 : conférence de presse unitaire**

**13h00 : rassemblement et initiative revendicative**

**14h00 : départ en manifestation vers Nation.**

# Manifestation nationale pour l'emploi

## Paris Samedi 24 mars



Plus de 5 millions de chômeurs et chômeuses, plus de 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, ... et les « plans sociaux » s'accumulent, ... et les suppressions d'emplois publics se multiplient, ... et le chômage partiel, le temps partiel imposé, les emplois précaires sont présentés comme les seules solutions, ... et les discours politiques se succèdent, laissant patrons et banquiers poursuivre la destruction des emplois et de nos vies.

Ca suffit ! C'est ce que disent des millions de travailleurs/ses, de chômeurs/ses, de retraité-es, de jeunes en formation. Ce cri de révolte doit se transformer en espoir de faire fondamentalement changer les choses. Prenons nos affaires en mains !  
**Manifestation nationale à Paris le samedi 24 mars, pour le droit à l'emploi pour tous et toutes !**

*L'intersyndicale nationale est utile quand le front unitaire propose et organise des actions à la hauteur des enjeux, du rapport de force nécessaires, des attaques patronales ; ce n'est pas le cas ces derniers mois, mais l'unité demeure nécessaire : la manifestation du 24 mars n'est la propriété de personne, nous la construisons avec tous les collectifs syndicaux et les salarié-es qui se reconnaissent dans l'exigence du droit à l'emploi, la lutte contre les licenciements et suppressions d'emplois.*

**Soyons offensifs, nous avons toute légitimité à défendre nos revendications, à refuser les suppressions d'emplois. Nous ne sommes responsables ni de la crise qu'ils ont provoquée, ni de la dette qu'ils ont créée !** Depuis des années, les gouvernements sont chargés de privatiser les profits et de socialiser les pertes. Et si on changeait la donne en faisant de la satisfaction des besoins collectifs la priorité commune ?

**Des dizaines de milliers d'emplois publics ont été supprimés ces dernières années ;** c'est la cohésion sociale, le droit de tous et toutes à la santé, à l'éducation, à la sécurité, au transport, etc., qui sont ainsi attaqués. Les emplois publics sont utiles, (re)créons-les !

**Nous devons imposer des droits nouveaux :** droit de veto dans les CE, extension de l'obligation de création de CE aux entreprises de moins de 50 salarié-es, un statut du salarié - applicable à tous et toutes et financé par un fonds patronal mutualisé - pour garantir le maintien du salaire entre deux emplois et les formations de reconversion. Surtout, il faut une répartition différente des richesses que nous produisons : assez de la confiscation par une minorité de ce que produit l'immense majorité ... qu'on rejette vers la précarité, le chômage, l'exclusion, au gré des besoins patronaux !

**Ensemble, nous réaffirmons le droit à l'emploi pour tous et toutes.** C'est une nécessité économique, sociale, et aussi pour améliorer les conditions de travail, la vie au travail, de chacun-e. Nous refusons le chantage patronal et gouvernemental qui incite à baisser les salaires en échange d'emplois ... qui seront ensuite supprimés comme de nombreux exemples l'ont déjà montré !

A travers les licenciements, le chômage complet ou partiel, les « plans sociaux », le temps partiel imposé, ... les patrons imposent une réduction du temps de travail à des millions de salarié-es, mais en leur faisant payer ! La solution est la réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaire, sans perte de salaire. **De l'argent, il y en a ! Faisons en sorte qu'il serve à celles et ceux qui produisent, et non aux patrons, banquiers et actionnaires !**

Union syndicale  
**Solidaires** 93  
9/11 rue Genin 93200 Saint-Denis  
Tél. 01 55 84 41 33  
E-mail : [solidaires93@wanadoo.fr](mailto:solidaires93@wanadoo.fr)

U.L Solidaires Montreuil  
Bourse du travail 24 rue de Paris  
93100 Montreuil  
Tel : 01 48 51 05 93  
Email :  
[solidairesmontreuil@wanadoo.fr](mailto:solidairesmontreuil@wanadoo.fr)

U.L Solidaires Saint-Denis  
Bourse du travail 9 rue Genin  
93200 Saint-Denis  
Tel : 01 55 84 41 33  
Blog :  
<http://solidaires.saintdenis.over-blog.org>

U.L Solidaires Bondy  
7 avenue Jean Lebas  
931140 Bondy  
Tel : 01 48 47 91 37  
Email :  
[syndicat@solidairesudbondy.com](mailto:syndicat@solidairesudbondy.com)